

Edito

Affaires de développement durable ou développement durable des affaires?

«L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. (...) Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.» cf. www.wto.org.

Cette institution promeut le libre-échange intégral, censé porter un modèle de bien-être pour les populations. Elle lutte donc contre toutes formes de «protectionnisme» fussent-elles instituées au nom de la cohésion sociale. Les modes de régulations sociales sont dans le collimateur de cette organisation qui n'est pas un modèle d'organisation démocratique mais possède cependant un pouvoir supra-national.

Prenons un exemple parmi tant d'autres: l'OMC a rendu récemment une décision concernant les autorisations d'OGM. Selon cette organisation **les interdictions adoptées par certains parlements nationaux européens** au nom du principe de précaution **sont contraires aux accords commerciaux internationaux**. La notion de Principe de Précaution a pris naissance semble-t-il en Allemagne où le «Vorsorgeprinzip» autorisait les pouvoirs publics à prendre toutes «mesures nécessaires et raisonnables» pour faire face à des risques éventuels.

La Conférence de Rio a consacré le Principe de Précaution le 13 juin 1992: *«pour protéger l'environnement des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.»*

La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement (cf. article 130 R 2 traité de Maastricht 1992) vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de la Communauté. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, et sur le principe du pollueur-payeur.

Le Conseil européen de Göteborg (juin 2001) a doté l'Union d'une stratégie de développement durable, sous la responsabilité de la Commission. Outre la dimension environnementale ajoutée à la «stratégie de Lisbonne», l'UE s'est fixé une série d'orientations dont: **la maîtrise de la mondialisation, du commerce au service du développement durable, la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement social, la gestion durable des ressources naturelles et environnementales.**

Ces orientations sont au cœur de l'économie solidaire: décider de son destin en toutes connaissances de cause sans remettre en cause les intérêts des générations futures et en privilégiant tous les mécanismes de solidarité.

Profitions-en tant que ces processus ne sont pas définitivement déclarés hors la loi car bientôt, au nom du droit à commercer librement, le développement durable, au nom duquel nous promouvons nos alternatives économiques, se réduira à sa plus simple expression: faire durablement des affaires!

Eric LAVILLUNIERE

Entretien avec Guilda Farrell et Samuel Thirion

Gilda Farrel et Samuel Thirion travaillent à la DG Cohésion Sociale du Conseil de l'Europe (COE) à Strasbourg

Vous animez une dynamique de plateforme européenne des initiatives éthiques et solidaires, quels en sont les objectifs?

ST: Notre point de départ c'est d'agir dans la stratégie de cohésion sociale en mettant l'accent sur la co-responsabilité entre les acteurs au niveau de la société pour le bien-être de tous. Nous favorisons pour cela le dialogue entre les pouvoirs publics et les réseaux citoyens qui s'inscrivent dans une démarche de responsabilité et de solidarité. Nous avons impulsé la création d'une plateforme de dialogue entre les institutions du Conseil de l'Europe et les réseaux d'engagement citoyen dans l'économie qui se sont regroupés dans un inter-réseaux avec des représentants de la finance solidaire, du commerce équitable, de la consommation responsable, les entreprises d'insertion et des réseaux qui privilégient l'approche territoriale de l'économie sociale. Nous avons élaboré une stratégie sur trois ans pour développer la plateforme avec un certain nombre de thèmes. Un des thèmes retenus est le surendettement des familles.

Pourquoi le surendettement?

GF: la plateforme a un objectif clair de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, c'est-à-dire de savoir comment les citoyens peuvent contribuer à ces objectifs et influencer sur les politiques publiques. C'est pourquoi nous nous attachons à recenser toutes les formes de solidarité que les citoyens peuvent développer pour lutter contre la pauvreté. Le surendettement est un phénomène en augmentation en Europe. Il est, entre autre, causé par une stimulation constante à la consommation et à la propriété. Et la réponse, ne peut pas être uniquement juridique et coercitive. Il faut aussi réfléchir à des réponses solidaires qui fonctionnent avec d'autres mécanismes visant à des solutions durables.

C'est un prétexte pour réfléchir aux modes de consommation et à cette stimulation et ne pas traiter que les conséquences?

ST: Oui bien sûr, c'est là qu'on a un intérêt, de mobiliser à la fois les réseaux de la finance solidaire et de la consommation responsable.

Y a-t-il d'autres thèmes?

GF: Evidemment oui. Nous poursuivons un objectif politique global comme par exemple d'arriver à convoquer en 2008 avec l'Organisation des Nations Unies, le Fonds Monétaire International et d'autres un débat sur comment les citoyens contribuent aux objectifs du Millenium. Nous allons travailler en ce sens pour affirmer quelles sont les formes de responsabilité et d'expression citoyennes qui contribuent à la lutte contre la pauvreté par le choix du marché et non par celui de la charité sur lequel beaucoup d'organisations oeuvrent déjà.

ST: Nous aborderons également d'autres thèmes comme la consommation responsable des enfants, les instruments d'information et de sensibilisation des citoyens à la consommation responsable ... mais ce programme est en cours de discussion. Le principe est d'avoir chaque année un thème qui se décline dans le temps, d'abord dans une phase d'étude, puis dans une phase de propositions, ensuite dans un processus de dialogue et enfin de décision et d'action.

Suite au verso

Nous avons lu et ça nous a plu

«La société malade de la gestion»

2005 – Ed. Seuil - Paris.

Vincent de Gaulejac

Directeur du Laboratoire de Changement Social
et Professeur de Sociologie à Paris VII.

Sans être un spécialiste de l'économie solidaire, Vincent de Gaulejac nous livre un propos très utile sous l'angle de la sociologie de la gestion et des pratiques de management dans les entreprises, mais également comme gestionnaire lui-même (d'un laboratoire de recherche), comme chercheur (non utilitariste), citoyen (préoccupé par les dérives de nos sociétés), et comme clinicien (sensible à ce qui produit le mal-être et la souffrance).

Il nous conforte dans notre option de construire l'économie solidaire dans la pluridisciplinarité des approches. En remerciant Ben Goerens (OPE-Luxembourg) qui nous a fait découvrir ce livre.

La gestion sert à rationaliser et optimiser le fonctionnement des organisations. Le manager d'entreprise sert «l'intérêt de l'entreprise». Avec les progrès technologiques, l'économie s'est globalisée et le capital s'est déterritorialisé. L'économie s'est «financiarisée» et l'écart entre les intérêts des actionnaires et ceux des travailleurs s'est agrandi. L'intérêt de l'entreprise de capital se résume de plus en plus à faire fructifier son capital. Le manager se voue au capital au détriment des travailleurs.

Les sciences de la gestion considèrent l'humain comme une ressource de l'entreprise. Dans nos sociétés en perte de sens le gestionnaire s'est concentré sur la recherche de résultat en toute froideur sans considération morale. Il use du pouvoir pour mobiliser la psyché sur des objectifs de production.

Le pouvoir managérial emprisonne les individus: il les conduit à une libre soumission consentie à cette nouvelle idéologie gestionnaire qui curieusement fait perdre aux hommes le sens de la mesure. La culture de l'anxiété devient la norme. Il faut être performant dans tous les aspects de son existence (même dans les sentiments) ou mourir. Il faut gagner individuellement pour exister: c'est «la lutte des places»*.

L'économie dicte également sa loi au politique qui se cantonne à la gestion des effets sociaux du développement économique, sans les maîtriser pour autant, en appliquant l'idéologie gestionnaire comme modèle de gouvernance. Cette pensée utilitariste renforce la crise symbolique. La production de richesse s'oppose au bien-être.

C'est une grande partie de la pensée économique qui s'effondre dans ce nouveau paradigme.

Après avoir remarquablement développé son propos sur les méfaits de l'idéologie gestionnaire, l'auteur s'interroge sur les possibilités d'échapper à cette tyrannie. Il suggère de réconcilier l'économique et le social ou encore de promouvoir l'économie solidaire, qui montre qu'il existe des alternatives à la société marchande, et d'affirmer haut et fort que le lien importe plus que le bien. Ce qui pour l'auteur réconcilierait la gestion avec la société.

On sera d'accord avec lui de citer Augusto Boal: «Être citoyen, ce n'est pas vivre en société, c'est changer la société».

Fiche de lecture et commentaires rédigés par E.L.

*c'est également le titre d'un livre du même auteur «La lutte des places».

Entretien Guilda Farrell et Samuel Thirion (suite)

Pas de référence explicite à l'économie solidaire alors?

ST: C'est moins l'approche en terme de développement d'un tiers secteur que nous privilégions que celle des citoyens consommateurs (consommation/consom'action) et épargnants qui amènent par leurs comportements de l'éthique dans les marchés et participent à l'intérêt général.

L'éthique dans les marchés c'est très à la mode avec la Responsabilité Sociale des Entreprises ou les Investissements Socialement Responsables.

ST: Oui, notamment à la Commission, mais notre approche est différente car notre entrée c'est le citoyen et non l'entreprise. La citoyenneté a toujours été un élément clé des travaux du COE.

GF: Nous jouons un rôle d'intermédiation entre les gouvernements et les forces vives de la société civile. C'est un peu différent que ce que vous faites dans INEES ...

En effet, là où vous cherchez à modifier les règles du marché, nous préférons travailler à l'émergence d'un 3ème pilier (entre économie publique et économie privée), mais nous avons les mêmes objectifs de solidarité et je dirais de meilleure répartition des richesses.

ST: L'exemple du commerce équitable est pour nous très significatif car il intègre dans le prix de ses produits des externalités positives, il influe donc sur le marché.

C'est vrai, le commerce équitable vend (sur le marché) des produits qui intègrent des finalités sociales (achat au juste prix des matières premières, conditions de travail décentes, financement de projets utiles à la communauté...). Mais plus cette dimension sociale va être importante et moins le coût financier pourra être totalement intégré au prix. C'est à ce moment-là qu'on entre dans une démarche d'économie solidaire car grâce à des subventions publiques et des ressources bénévoles, on va pouvoir sortir un prix qui rendra le produit abordable pour le consommateur (qui ne paiera jamais son paquet de café 60 € même s'il est prêt à faire des efforts).

GT: Malheureusement nous sommes encore trop peu nombreux pour porter cela car ceux qui s'engagent dans cette voie apparaissent comme peu crédibles aux yeux des décideurs. Nous devons donc tous nous réunir et il faudrait voir si nous pouvons collaborer concrètement ensemble ?

ST: Oui parce qu'il est clair que nous partageons les analyses et portons les mêmes objectifs de changement. Il faudrait que nous poursuivions la discussion sur la question du changement du marché ou de l'avènement d'un 3ème pilier, mais à la limite ce n'est pas très important pour le moment car nos convergences sont fortes et le mariage d'approches différentes est potentiellement producteur de progrès. Le développement de l'économie solidaire pourrait être un axe de travail dans ce qu'elle apporte à la lutte contre la pauvreté et à la cohésion sociale. Notre objectif est d'obtenir des résultats concrets de changement dans les politiques et ce n'est pas simple car malheureusement parfois de très bonnes conférences ou rapports ne produisent rien ensuite.

Ça fait un nouveau point commun car notre ambition est aussi de construire un argumentaire à proposer aux pouvoirs publics qui sont demandeurs pour prendre des décisions et il est important d'apporter de la matière pour nourrir le dialogue.

ST: Vous pourriez certainement, grâce à votre dimension européenne, apporter votre contribution à la fonction observatoire que nous avons lancée dans la plateforme sur un axe « économie solidaire » car c'est la que nous pourrions le mieux combiner nos ressources réciproques.

En tout cas le dialogue est déjà établi.

ST: Oui et je m'en réjouis en espérant que nous trouverons comment coopérer par la suite.

Propos recueillis par Eric Lavillunière